

**RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE  
AU 31 MARS 2014**

# TABLE DES MATIÈRES

## Rapport de gestion intermédiaire

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION .....	1
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS .....	1
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION .....	1
LES FAITS SAILLANTS .....	3
FINANCEMENT .....	4
TRAVAUX D'EXPLORATION .....	4
PERMIS ET AUTORISATIONS .....	6
INGÉNIERIE .....	7
RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES INVESTISSEURS .....	7
STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION .....	7
FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION .....	9
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	11
RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	12
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT .....	12
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....	13
ARRANGEMENT HORS BILAN .....	13
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES .....	13
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION .....	14
RISQUES ET INCERTITUDES .....	15
NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR .....	15
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	15
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE .....	15

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels de Ressources Strateco inc. (« la Société ») pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013. Les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2014 et les données comparatives ont été établis conformément aux IFRS s'appliquant à la préparation d'états financiers intermédiaires incluant IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

### MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les sections de ce rapport de gestion, portant sur la stratégie et le plan d'action de la Société et de sa filiale Exploration SeqUr inc. (« SeqUr »), constituée selon la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 13 janvier 2014 et inactive au 31 mars 2014, sur ses activités d'exploration et sur l'information financière qui reflètent les attentes actuelles de la Direction, renferment des « énoncés prospectifs ». Ces énoncés doivent être interprétés selon le contexte, particulièrement les énoncés qui reflètent les opinions, les estimations et les attentes de la Société face aux événements et aux résultats futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales, les besoins additionnels de financement et la capacité de la Société à obtenir ces financements ainsi que les conséquences résultant des délais importants et imprévus reliés à l'obtention d'un certificat d'autorisation provincial requis pour la poursuite des activités pour lequel la Société a dû entreprendre des procédures judiciaires dont les conclusions demeurent incertaines. Ces risques et incertitudes sont décrits dans le présent rapport de gestion et dans la notice annuelle déposés sur SEDAR.

### STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille un intérêt de 100 % dans trois propriétés minières et des participations dans trois propriétés minières, toutes situées au Québec. Ces propriétés totalisent 792 titres miniers pour une superficie de 42 002 hectares (420 km<sup>2</sup>). La Société poursuit ses efforts pour l'avancement du projet Matoush, au Québec. Hormis certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec, peut être considéré un des projets d'exploration ayant les plus fortes teneurs uranifères au monde. De plus, la Société a l'option d'acquérir des participations dans quatre propriétés minières, situées en Saskatchewan, qui totalisent 18 titres miniers couvrant une superficie de 45 271 hectares. La Société a pour objectifs le développement de nouvelles propriétés uranifères en Saskatchewan et l'avancement de son projet Matoush au Québec.

La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### LE MARCHÉ DE L'URANIUM

Depuis le début des années 2000, le marché de l'uranium a pris beaucoup d'envergure en raison des avantages qui en découlent et des besoins enregistrés dans de nombreux secteurs d'activités. La demande croissante d'énergie, notamment des pays émergents tels que la Chine et l'Inde, les enjeux environnementaux ainsi que la disponibilité de la ressource pour une exploitation à grande échelle sont quelques facteurs qui expliquent la reprise du marché de l'uranium. Le prix au comptant (« spot ») de l'uranium est passé d'environ 10 \$ US / livre, en 2002, à un sommet de 137 \$ US / livre, en 2007.

Les événements de Fukushima au Japon, survenus le 11 mars 2011, ont toutefois affecté le marché de l'uranium. Le prix « spot » de l'uranium de même que tous les indices des sociétés uranifères ont connu une baisse importante. Il s'en est suivi une période d'incertitude notamment liée à la fin du programme nucléaire allemand et à la possibilité que le Japon ne redémarre pas ses réacteurs. Au cours du premier trimestre de l'année 2014, le prix « spot » de l'uranium était d'environ 35 \$ US / livre, alors que le prix moyen à long terme était d'environ 49 \$ US / livre.

De nombreux analystes sont optimistes quant à l'avenir du marché de l'uranium. Malgré les récessions financières et les événements de Fukushima, la demande énergétique continue de croître. Les besoins en énergie sont tels que les projets d'énergie nucléaire se développent à travers le monde. De nombreux pays comme la Chine, le Royaume-Uni, l'Inde, la Russie, les États-Unis, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis prévoient l'expansion de leur capacité nucléaire. Plus de 45 pays qui n'ont pas de programme nucléaire considèrent actuellement cette option. Une augmentation de 20 % de la demande en uranium est prévue d'ici 2020 et de 61 % d'ici 2030 (UxC, 2013).

Le 13 avril 2014, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (« GIEC ») a rendu public le troisième volet du rapport sur l'atténuation du changement climatique dans lequel il presse les gouvernements d'agir sans délai pour limiter le réchauffement de la planète, notamment en augmentant la part du nucléaire dans le secteur énergétique. Pour parvenir à limiter le réchauffement à 2 °C, un changement d'approche majeur est nécessaire, entre autres, dans le secteur de l'énergie, responsable de 35 % des émissions de gaz à effet de serre (« GES ») de la planète. Pour éviter le pire, les GES devront diminuer de 40 à 70 % par rapport à 2010, d'ici 2050, et être presque totalement éliminés d'ici la fin du siècle. Pour ce faire, le GIEC prône le recours aux énergies peu carbonées (renouvelables, nucléaire) qui vont devoir tripler, voire quadrupler d'ici 2050; leur part dans la production d'électricité devrait passer de 30 % aujourd'hui à 80 % en 2050. Selon le GIEC, si rien n'est fait, la hausse du réchauffement planétaire pourrait facilement dépasser les 4 °C, ce qui entraînerait des impacts dévastateurs sur l'agriculture mondiale, les pêcheries et la disponibilité de l'eau potable, en plus de provoquer une multiplication des événements météorologiques extrêmes et meurtriers. Cette hausse est principalement attribuable au recours aux énergies fossiles telles que le charbon et le pétrole ; le nucléaire fait partie intégrante de la solution proposée. (Rapport – Résumé pour les décideurs, GIEC, avril 2014)

Il y a 434 réacteurs nucléaires à travers le monde (avril 2014) répartis dans une trentaine de pays et plus de 70 réacteurs sont en construction dans 14 pays, principalement en Asie. La Chine opère actuellement 20 réacteurs, 29 sont en construction, 57 sont prévus dans les huit à dix prochaines années et 118 réacteurs sont proposés à l'intérieur des 15 prochaines années. En Russie, 10 réacteurs sont actuellement en construction, alors que 31 autres sont planifiés. L'Inde veut augmenter sa capacité nucléaire avec 22 nouveaux réacteurs prévus dans les huit à dix prochaines années et 35 réacteurs proposés à l'intérieur des 15 prochaines années. À cet effet, le nouvel Accord de coopération nucléaire entre le Canada et l'Inde, qui est entré en vigueur le 27 septembre 2013, ouvre de nouveaux marchés aux entreprises canadiennes qui exportent de l'uranium. Au total, la construction de plus de 173 réacteurs nucléaires est prévue au cours des prochaines années (World Nuclear Association, 2014).

Les pays qui ont mis fin à leur programme nucléaire à la suite des événements survenus au Japon représentent un faible pourcentage de la demande mondiale en énergie nucléaire. Le nombre de réacteurs nucléaires en construction n'a jamais été aussi élevé que depuis le développement rapide connu dans les années 1980. Le nucléaire est donc toujours d'actualité et les années à venir sont prometteuses.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### LES FAITS SAILLANTS

Au cours du premier trimestre de l'année 2014, la Société a poursuivi les démarches judiciaires afin d'obtenir la dernière autorisation nécessaire pour commencer les travaux d'exploration souterraine du projet uranifère Matoush, soit celle du ministère québécois du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (« MDDEFP »). De plus, la Société s'est préparée avec rigueur, tout au long du trimestre, pour prendre part activement au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (« BAPE ») sur la filière uranifère québécoise. D'autre part, la nouvelle filiale de la Société, Exploration SeqUr inc., poursuit ses efforts dans le développement de son nouveau projet Jasper Lake, en Saskatchewan.

D'abord, à la suite de l'entente signée avec Denison Mines Corp. (« Denison »), en date du 16 décembre 2013, pour acquérir jusqu'à 60 % d'intérêt dans le projet Jasper Lake, la Société a donné un mandat à Roscoe Postle Associates Inc. (« RPA ») pour la réalisation de quatre études techniques sur les propriétés du projet, soit Jasper Lake, Minor Bay, Ahenakew Lake et North Wedge. Ces études étaient toujours en cours à la fin du premier trimestre.

Par ailleurs, à la mi-février, deux forages totalisant 402 mètres ont été réalisés par la Société sur la propriété North Wedge pour vérifier une anomalie géophysique. Un budget de 125 000 \$ a été alloué pour ces travaux. La planification des futurs travaux d'exploration sur les quatre propriétés du projet Jasper Lake se poursuit.

En ce qui a trait aux procédures judiciaires, le 24 janvier 2014 a eu lieu la première audience sur la requête en nullité déposée par la Société à la Cour supérieure du Québec, le 5 décembre 2013. La requête vise la nullité de la décision du ministre du MDDEFP, rendue le 7 novembre 2013, refusant l'émission du certificat d'autorisation pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Les sujets devant être traités lors de cette audience ont été remis à une date ultérieure en raison de la requête déposée, le 10 janvier 2014, par le procureur général du gouvernement du Québec pour une gestion particulière de l'instance sur la requête en nullité.

À cet effet, le 5 février 2014, l'honorable juge Danielle Blondin de la Cour supérieure du Québec (la « Cour ») a été nommée par le juge en chef associé pour entendre la requête en nullité de la Société. Cette nomination a pour objectif de permettre une gestion efficace des procédures et d'en faciliter la résolution.

D'autre part, le 5 mars 2014, la Société a réagi positivement à l'annonce du ministre du MDDEFP confiant au BAPE le mandat de tenir une enquête et une consultation publiques portant sur les impacts environnementaux et sociaux de l'exploration et de l'exploitation uranifères au Québec. La Société est confiante que le BAPE saura mettre de l'avant de façon équilibrée les principes de la *Loi sur la qualité de l'environnement* dans le respect des droits de l'ensemble des parties prenantes, afin de permettre aux promoteurs de réaliser pleinement leurs projets.

Le 16 avril 2014, l'*étude sur l'état des connaissances, les impacts et les mesures d'atténuation de l'exploration et de l'exploitation des gisements d'uranium sur le territoire québécois* a été rendue publique. Cette étude a été préparée à l'intention du MDDEFP et du ministère des Ressources naturelles en vue de la tenue du BAPE sur la filière uranifère québécoise. L'étude soutient, entre autres, que les « lois et règlements en place au Québec et au Canada visant les aspects environnementaux et de radioprotection sont reconnus comme exemplaires à l'échelle internationale ».

Finalement, la Société voit d'un bon œil, pour l'industrie minière québécoise, l'élection d'un gouvernement majoritaire formé par le Parti libéral du Québec, le 7 avril 2014. La Société collaborera entièrement avec le gouvernement pour le développement d'un climat favorable au développement minier.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### FINANCEMENT

Au cours du premier trimestre, la Société n'a conclu aucun placement privé à base d'actions ou d'autres types d'entente de financement.

Le 8 mai 2014, la Société a signé une entente avec Sentient Executive GP IV, Limited, faisant partie du Groupe Sentient, qui est une partie liée avec la Société, pour un placement privé totalisant 28 000 000 actions à un prix de 0,05 \$ l'action pour un produit de 1 400 000 \$. Ce placement est sujet à l'approbation des actionnaires à l'Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires, le 27 mai 2014, et à l'approbation des autorités compétentes.

Le produit du placement sera utilisé par la Société, notamment, pour le maintien du projet Matoush et le fonds de roulement. Un montant de 250 000 \$ sera réservé pour l'entente d'option sur le projet Jasper Lake, en Saskatchewan.

De plus, Exploration SeqUr inc., une filiale détenue à 100 % par la Société, a signé le même jour une entente avec Sentient Executive GP IV, Limited, pour un placement privé totalisant 5 000 000 actions à un prix de 0,02 \$ l'action pour un produit de 100 000 \$.

Le produit du placement servira pour le fonds de roulement d'Exploration SeqUr inc. uniquement.

### TRAVAUX D'EXPLORATION

**Ressources – Personne qualifiée :** Monsieur Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif & exploration et relations avec les communautés de la Société remplit les conditions et est reconnu comme une personne qualifiée selon les dispositions du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers L.R.Q. c. v-1.1, r.15*. Monsieur Lachance a supervisé l'établissement des renseignements constituant le fondement de l'information technique et a approuvé l'information. Monsieur Lachance a vérifié les données, notamment les données d'échantillonnage, d'analyse et d'essai sur lesquelles reposent les renseignements ou opinions contenus dans l'information écrite ci-après, en utilisant un processus lui permettant de confirmer que les données ont été produites selon les procédés appropriés, qu'elles ont été correctement transcrites à partir de la source originale et qu'elles peuvent être utilisées.

Les protocoles d'assurance de la qualité et de contrôle sont décrits en détail à l'annexe A de la notice annuelle 2013 déposée sur SEDAR. Cette note présente une description technique des procédures analytiques, des méthodes d'échantillonnage, des protocoles d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité mis en œuvre dans le cadre du programme d'exploration. Cette description technique peut aussi être consultée sur le site web de la Société à [www.strateco.ca](http://www.strateco.ca) dans la section « Assurance et contrôle de la qualité - QA/QC ».

### PROJET MATOUSH (QUÉBEC)

*(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific-Bay-Matoush)*

Le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec à environ 275 km au nord de Chibougamau, est constitué des propriétés Matoush, Matoush Extension et Eclat, toutes détenues à 100 % et de la propriété Pacific Bay-Matoush sur laquelle la Société a un intérêt indivis de 60 %. Le projet Matoush comprend actuellement 590 titres miniers sur une superficie totalisant 31 195 hectares (312 km<sup>2</sup>).

Les délais et circonstances entourant l'obtention du certificat d'autorisation du MDDEFP pour la phase d'exploration souterraine ont entraîné l'arrêt des travaux d'exploration du projet Matoush. Étant donné que la Société a concentré tous ses efforts sur les procédures judiciaires visant l'obtention de l'autorisation du MDDEFP et que les effectifs de la Société ont été réduits en raison des délais encourus, il n'y a pas eu de forages sur le gisement Matoush au cours du premier trimestre 2014.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### PROJET JASPER LAKE (SASKATCHEWAN)

*(Composé des propriétés Jasper Lake, Minor Bay, Ahenakew Lake et North Wedge)*

Le projet Jasper Lake, situé dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, est constitué des propriétés Jasper Lake, Minor Bay, Ahenakew Lake et North Wedge, sur lesquelles la Société peut acquérir jusqu'à 60 % d'intérêt. Le projet Jasper Lake comprend actuellement 18 titres miniers sur une superficie totalisant 45 271 hectares (452 km<sup>2</sup>).

Au cours du premier trimestre de l'année 2014, les efforts d'exploration sur le terrain ont été concentrés sur la propriété North Wedge. Deux forages y ont été effectués au mois de février, pour un total de 402 mètres. Outre le fait qu'il n'y ait pas eu de minéralisation significative intersectée, ce court programme de forage s'est avéré un succès technique, notamment en raison de l'interprétation appropriée des structures ainsi que des lithologies. Un budget de 125 000 \$ a été alloué pour ces travaux.

D'autre part, l'équipe de géologie poursuit la compilation des données géologiques et géophysiques des travaux antérieurs complétés sur les quatre propriétés du projet Jasper Lake. Ces travaux de compilation permettront de déterminer adéquatement la logistique et les types de levés aéroportés les plus efficaces et précis qui seront complétés, plus tard cette année, sur l'ensemble du projet Jasper Lake, soit les quatre propriétés.

Finalement, à la mi-janvier 2014, la Société a donné un mandat à RPA pour la réalisation de rapports techniques sur chacune des quatre propriétés du projet Jasper Lake.

Le projet Jasper Lake est stratégiquement localisé dans la partie est du bassin d'Athabasca en Saskatchewan, chevauchant à la fois des grès d'Athabasca et le socle du domaine de Wollaston. Les 18 titres miniers actifs non contigus du projet couvrent une superficie de 45 271 hectares et occupent une position enviable; ils sont localisés près de gisements uranifères prolifiques, dont Cigar Lake et Rabbit Lake qui se trouvent à moins de 12 km des limites du projet. L'accès à la propriété est facilité par la route provinciale 905 qui relie La Ronge à Points North, dans le nord de la Saskatchewan.

#### *Propriété Jasper Lake*

Jasper Lake est une propriété de 3 993 hectares contenue dans un seul titre minier; elle représente environ 9 % de la superficie du projet Jasper Lake. La propriété est accessible par la route entre Points North et Cigar Lake et est localisée à moins de 12 km de la future mine uranifère Cigar Lake. Des travaux réalisés antérieurement ont déjà localisé un conducteur géophysique potentiellement propice dans la partie boréale du titre minier. La propriété se trouve exclusivement à l'intérieur du bassin d'Athabasca.

#### *Propriété North Wedge*

North Wedge est une propriété de 4 227 hectares contenue dans un seul titre minier; elle représente environ 9 % de la superficie du projet Jasper Lake. La propriété est accessible par la route entre Points North et Cigar Lake. Elle est localisée environ à 25 km de la future mine uranifère Cigar Lake et approximativement à 5 km du gisement West Bear. Des travaux de forages sont prévus en priorité sur cette propriété pour identifier la localisation et l'importance d'un conducteur géophysique identifié par levé aéroporté historique. La propriété se trouve entièrement à l'intérieur du bassin d'Athabasca où l'épaisseur des sédiments est inférieure à 100 mètres.

#### *Propriété Ahenakew Lake*

Ahenakew Lake est une propriété de six titres miniers non contigus qui couvrent une superficie totale de 14 147 hectares, soit environ 31 % de la superficie du projet Jasper Lake. La propriété est traversée par la route provinciale 905 et est localisée à moins de 10 km de la mine Rabbit Lake. Elle se trouve en périphérie du Lac Wollaston et chevauche le bassin d'Athabasca et le socle archéen du domaine de Wollaston. La propriété se trouve à moins de 6 km des gisements Horseshoe-Raven et à moins de 3 km du gisement West Bear. Plusieurs anomalies géophysiques sont présentes sur la propriété et la priorisation des cibles est en cours.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### *Propriété Minor Bay*

Minor Bay est une propriété de dix titres miniers non contigus qui couvrent une superficie totale de 22 884 hectares, soit environ 51 % de la superficie du projet Jasper Lake. La propriété est traversée par la route provinciale 905 et est localisée à moins de 17 km de la mine Rabbit Lake et à moins de 6 km du gisement West Bear. La propriété est en périphérie du Lac Wollaston et se trouve principalement sur le domaine Wollaston du socle archéen.

## PERMIS ET AUTORISATIONS

### PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

Depuis le début du projet Matoush, en 2006, la Société a travaillé sans relâche pour passer à travers un long processus visant à répondre aux normes en vigueur et satisfaire la réglementation provinciale et fédérale en ce qui a trait aux projets uranifères. Après la réalisation de nombreuses études environnementales, sociales, économiques et techniques, la Société a finalement obtenu les autorisations du ministre fédéral de l'Environnement, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), en octobre 2012, ainsi qu'une recommandation positive du comité d'évaluation provinciale pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. De plus, depuis le début du processus d'autorisation, la Société a obtenu, au niveau provincial seulement, plus d'une vingtaine d'attestations, de certificats, d'autorisations et de baux.

La Société a entamé des procédures judiciaires, en janvier 2013, dans le but d'obtenir le certificat d'autorisation du MDDEFP nécessaire pour commencer le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Toutes les procédures judiciaires survenues avant le premier trimestre de l'année 2014 sont décrites dans les rapports trimestriels et annuel précédents de même que dans la section « Le projet Matoush – Procédures judiciaires » du site Web de la Société.

Au cours du premier trimestre de l'année 2014, la Société a poursuivi les procédures judiciaires entamées. Elle demeure extrêmement motivée et plus que jamais déterminée à obtenir gain de cause.

Le 24 janvier 2014 a eu lieu la première audience sur la requête en nullité déposée par la Société à la Cour supérieure du Québec (la « Cour »), le 5 décembre 2013. Cette requête vise la nullité de la décision du ministre du MDDEFP, rendue le 7 novembre 2013, refusant l'émission du certificat d'autorisation pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. En plus de rechercher la nullité de la décision, la Société demande à la Cour de forcer le ministre à émettre le certificat d'autorisation nécessaire pour la réalisation de la phase d'exploration avancée.

Les sujets devant être traités lors de cette audience ont été remis à une date ultérieure en raison de la requête déposée, le 10 janvier 2014, par le procureur général du gouvernement du Québec pour une gestion particulière de l'instance sur la requête en nullité. La requête, à laquelle ne s'est pas opposée la Société, avait pour objectif de permettre la gestion efficace des procédures et d'en faciliter la résolution en désignant un juge responsable d'assurer le bon déroulement de l'instance.

La requête a été entendue par le juge en chef associé, le 5 février 2014. L'honorable juge Danielle Blondin a alors été nommée pour entendre la requête en nullité de la Société. Celle-ci est bien au fait du dossier puisqu'elle était également responsable des procédures judiciaires de la Société, en 2013, incluant la requête en *mandamus*.

Par ailleurs, le 24 décembre 2013, les Cris ont fait une demande d'intervention dans la requête en nullité de la Société. Le 20 février 2014, une audience a été tenue sur le type et l'étendue de l'intervention des Cris. L'honorable juge Blondin a pris en délibéré la participation des Cris; aucune décision n'avait encore été rendue lors de la parution du présent rapport de gestion.

La Société poursuit les procédures judiciaires en cours et entend continuer à défendre vigoureusement l'intérêt de ses actionnaires qui ont investi plus de 123 millions de dollars dans le projet uranifère Matoush, situé au Québec.



# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion intermédiaire**

31 mars 2014

---

### **INGÉNIERIE**

Étant donné que la Société n'a pas obtenu le certificat d'autorisation du MDDEFP nécessaire pour commencer les travaux liés à la phase d'exploration souterraine du projet Matoush et puisque tous les efforts de la Société ont été mis sur les procédures judiciaires visant à obtenir cette autorisation, aucune étude ni aucuns travaux d'ingénierie n'ont été réalisés sur le site. Le site du projet Matoush est conséquemment demeuré en phase d'entretien et de maintenance. Les dépenses au site ont été réduites au minimum.

Depuis l'annonce du ministre du MDDEFP, le 28 mars 2013, le site du projet Matoush est en veille.

### **RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES INVESTISSEURS**

Le délai pour l'obtention du certificat d'autorisation du MDDEFP a obligé la Société à opérer à effectifs réduits; pour l'instant, la Société n'a plus de personnel dans les communautés locales. Cependant, les échanges avec des membres de la communauté crie de Mistissini et de la communauté jamésienne démontrent que les relations de longue date perdurent. La Société demeure disponible et ouverte au dialogue et pour renseigner les communautés locales.

D'autre part, tout au long du premier trimestre de l'année 2014, la Société s'est concentrée sur les procédures judiciaires et administratives qui visent notamment à faire valoir ses droits et ceux de ses actionnaires. La Société répond quotidiennement aux questions des actionnaires sur les procédures en cours. Toutes les nouvelles publiques relatives au projet Matoush sont divulguées sur le site Web de la Société ([www.strateco.ca](http://www.strateco.ca)).

### **STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION**

#### **TRAVAUX D'EXPLORATION**

Pour ce qui est du projet Matoush, tant et aussi longtemps que la Société n'aura pas obtenu le certificat d'autorisation du MDDEFP, aucun travail ne peut être effectué sur le site dans le cadre du programme d'exploration souterraine.

Au cours des prochains trimestres, la Société, par l'entremise de sa filiale SeqUr, a fermement l'intention de poursuivre activement l'exploration et le développement des propriétés acquises dans le bassin d'Athabasca sous l'option du projet Jasper Lake dans le cadre de l'entente signée avec Denison en décembre 2013.

Le plan d'action comprend notamment la planification et la réalisation de levés aéroportés principalement électromagnétiques sur l'ensemble des quatre propriétés du projet Jasper Lake qui représente une superficie de 45 000 hectares.

D'autre part, la Société compte également concentrer ses efforts dans la recherche et l'identification d'autres propriétés à un stade avancé et à fort potentiel dans le nord de la Saskatchewan, qui est un secteur hautement prolifique, en vue d'entrer en partenariat avec des explorateurs et développeurs jouissant d'une réputation notoire.

La Société considérera aussi l'examen d'autres opportunités au Québec où le potentiel de découverte demeure fort élevé, demeurant confiante que le BAPE sur la filière uranifère québécoise permettra d'informer convenablement la population et au gouvernement de prendre des décisions éclairées basées sur des faits exacts et scientifiques.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS

En ce qui a trait au projet Jasper Lake en Saskatchewan, depuis l'acquisition des nouvelles propriétés, SeqUr continue de s'informer sur les communautés locales. SeqUr désire prendre le temps nécessaire pour établir de bonnes relations avec les communautés locales et s'inspirer de la présence de longue date de Denison dans la région.

Par ailleurs, relativement au projet Matoush, la Société a tissé des relations de longue date avec des membres de la communauté crie de Mistissini et de la communauté jamésienne, dans le Nord-du-Québec. Elle entend donc poursuivre ses relations avec les membres et les autorités des communautés qui désirent être informés des événements relatifs au projet Matoush.

### POURSUITES JUDICIAIRES

Aussi longtemps que nécessaire, la Société concentrera ses efforts sur la poursuite de la procédure de la requête en nullité de la décision du ministre et du *mandamus* dans le but de faire valoir ses droits et de protéger ceux de ses actionnaires. En plus des démarches judiciaires déjà entamées, la Société entend réserver ses droits pour toutes réclamations futures et continuera d'informer les investisseurs sur les procédures judiciaires en cours.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

### FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration pour la période de trois mois close le 31 mars 2014	Matoush		Eclat	Pacific Bay- Matoush		Mistassini	Projet Jasper Lake	Total
	Matoush	Extension		Matoush				
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Additions</b>								
Salaires, experts-conseils et sous-traitants	155 697	90	90	203	60	83 348	239 488	
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	180 604	-	-	-	-	-	180 604	
Forages	11 359	-	-	-	-	99 283	110 642	
Transport et carburant	95 384	-	-	-	-	30 363	125 747	
Service de premiers soins	196	-	-	-	-	28	224	
Déplacement et hébergement	-	-	-	-	-	4 569	4 569	
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	63 950	-	-	-	-	-	63 950	
Fournitures et location d'équipement	30 675	-	-	-	-	1 512	32 187	
Frais généraux	34 314	1 190	541	1 665	1 016	730	39 456	
Environnement	4 441	-	-	-	-	-	4 441	
	576 620	1 280	631	1 868	1 076	219 833	801 308	
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources	-	-	-	-	-	-	-	
	576 620	1 280	631	1 868	1 076	219 833	801 308	
Frais d'exploration et d'évaluation présentés à l'état des résultats	(576 620)	(1 280)	(631)	(1 868)	(1 076)	-	(581 475)	
Variation nette	-	-	-	-	-	219 833	219 833	
Solde à la fin de la période	-	-	-	-	-	219 833	219 833	

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

### FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration pour la période de trois mois close le 31 mars 2013	Matoush	Matoush	Eclat	Pacific	Mistassini	Total
	\$	\$	\$	Bay- Matoush	\$	\$
Solde au début de la période	67 814 685	663 891	4 397 255	1 881 763	961 160	75 718 754
<b>Additions</b>						
Salaires, experts-conseils et sous-traitants	386 249	4 150	8 173	2 677	823	402 072
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	431 068	-	-	-	-	431 068
Forages	117 844	772	1 234	530	-	120 380
Transport et carburant	3 278	-	-	-	-	3 278
Service de premiers soins	76 655	-	-	-	-	76 655
Déplacement et hébergement	13 731	-	-	-	-	13 731
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	140 886	-	-	-	-	140 886
Fournitures et location d'équipement	56 484	-	-	-	-	56 484
Entretien d'équipements mobiles	2 665	-	-	-	-	2 665
Frais généraux	76 394	271	-	-	-	76 665
Environnement	33 434	-	-	-	-	33 434
Amortissement des immobilisations corporelles	358 181	-	-	-	-	358 181
	1 696 869	5 193	9 407	3 207	823	1 715 499
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources	(456 826)	(2 012)	(3 645)	(1 243)	(319)	(464 045)
Dépréciation	(68 748 195)	(667 072)	(4 403 017)	(1 883 727)	(961 664)	(76 663 675)
Variation nette	(67 508 152)	(663 891)	(4 397 255)	(1 881 763)	(961 160)	(75 412 221)
Solde à la fin de la période	306 533	-	-	-	-	306 533

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

### INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2014	2013
	\$	\$
<b>Revenus financiers</b>	3 526	3 526
<b>Dépenses</b>		
Frais de propriétés minières	(3 066)	-
Frais d'exploration et d'évaluation	(606 844)	-
Salaires et charges sociales, consultants et frais professionnels, communications et dépenses promotionnelles, dépenses de bureau et frais généraux d'exploration	(352 478)	(397 447)
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et aux prêts à payer	(674 952)	(612 305)
Amortissement des immobilisations corporelles	-	(5 664)
Intérêts débiteurs et frais bancaires	(74 943)	(69 620)
Dépréciation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	-	(87 241 070)
<b>Recouvrement d'impôts sur les résultats</b>	47 147	11 097 143
<b>Perte nette</b>	(1 661 610)	(77 225 437)
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	(0,009)	(0,460)

Au :

	31 mars	31 décembre
	2014	2013
	\$	\$
<b>Actif total</b>	5 480 538	6 292 197
<b>Passif financier non courant</b>		
Prêts à payer	2 984 195	2 981 941
Billets convertibles	6 805 677	6 151 853
	9 789 872	9 133 794

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La perte nette a diminué pour la période de trois mois close le 31 mars 2014, pour les raisons suivantes :

Aucune dépréciation n'a été enregistrée pour la période de trois mois close le 31 mars 2014, alors que la Société avait déprécié ses actifs non financiers au 31 mars 2013. Ses propriétés minières, les frais d'exploration et d'évaluation reportés afférents au projet Matoush et les immobilisations corporelles avaient été dépréciés pour un total de 87 241 070 \$ au 31 mars 2013.

La baisse importante du recouvrement d'impôts sur les résultats pour la période de trois mois close le 31 mars 2014 comparativement à la même période en 2013, est attribuable, en partie, à la dépréciation discutée ci-haut enregistrée au 31 mars 2013. Cette dépréciation avait eu pour impact d'éliminer entièrement le passif d'impôts différés au 31 mars 2013 et un recouvrement d'impôts différés correspondant avait été constaté au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2013.

Depuis l'enregistrement de la dépréciation des actifs non financiers de la Société au 31 mars 2013, discutée ci-haut, la Société présente tous ses frais d'exploration et d'évaluation reliés au projet Matoush à l'état intermédiaire des résultats. Le total de ses frais représente un montant de 606 844 \$ pour la période de trois mois close le 31 mars 2014.

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement négatif de la Société s'élevait à 817 169 \$ au 31 mars 2014 (fonds de roulement positif de 362 496 \$ au 31 décembre 2013) incluant la trésorerie de 686 282 \$. Ce fonds de roulement comprend 1 080 864 \$ en crédits d'impôt à recevoir au 31 mars 2014 (1 080 864 \$ au 31 décembre 2013), ainsi que des provisions de 1 830 000 \$ au 31 mars 2014 (1 830 000 \$ au 31 décembre 2013). La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour permettre à la Société de poursuivre son exploitation. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Un montant de 931 396 \$ a été utilisé pour les activités d'exploitation de la Société au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2014 (223 132 \$ pour la même période en 2013). L'augmentation des fonds utilisés provient de la présentation de tous les frais d'exploration et d'évaluation reliés au projet Matoush de la Société à l'état intermédiaire des résultats depuis l'enregistrement de la dépréciation des actifs non financiers de la Société, discuté dans la section « Résultats d'exploitation » du présent rapport de gestion.

Les activités d'investissement de la Société correspondent principalement aux fonds utilisés pour des travaux d'exploration et d'évaluation effectués en Saskatchewan, dont le détail est divulgué aux tableaux « Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration » du présent rapport de gestion.

Aucune activité de financement de la Société n'a eu lieu au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2014. Le 20 mars 2014, la Société a émis 1 288 937 actions ordinaires, à un prix de 0,057 \$ l'action pour un montant total de 73 973 \$ pour le paiement des intérêts trimestriels du prêt de 3 000 000 \$, consenti le 20 décembre 2013 par Sentient Executive GP IV, Limited, faisant partie du Groupe Sentient, qui est une partie liée avec la Société.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

### DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

	31 mars 2014 (iii)	31 déc. 2013 (iii, iv)	30 sept. 2013 (iii)	30 juin 2013 (iii)	31 mars 2013 (ii)	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012 (i)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits totaux	3 526	14 872	1 838	1 497	3 526	5 324	14 299	24 862
Résultat (perte) net(te)	(1 661 610)	1 601 649	(1 865 682)	(1 843 216)	(77 225 437)	(954 906)	(961 991)	(1 409 309)
Résultat (perte) net(te) de base et dilué(e) par action	(0,009)	0,009	(0,011)	(0,011)	(0,460)	(0,006)	(0,006)	(0,008)

- (i) La perte nette plus élevée est attribuable à la dépense de rémunération à base d'actions à la suite de l'octroi par la Société d'options d'achat d'actions et par une charge d'impôts courants sur les résultats causée par la renonciation de dépenses admissibles en faveur d'investisseurs qualifiés.
- (ii) La perte nette résulte de la dépréciation au montant de 87 241 070 \$ des propriétés minières de la Société, des frais d'exploration et d'évaluation reportés et des immobilisations corporelles ainsi que du recouvrement d'impôts différés au montant de 11 038 464 \$.
- (iii) La perte nette plus élevée est attribuable à la présentation, depuis l'enregistrement de la dépréciation des actifs non financiers de la Société, de tous les frais d'exploration et d'évaluation reliés au projet Matoush à l'état des résultats et ces frais représentent un montant de 808 746 \$, 811 398 \$ et 2 391 156 \$ pour les périodes de trois mois closes le 30 juin 2013, le 30 septembre 2013 et le 31 décembre 2013 respectivement ainsi qu'un montant de 606 844 \$ pour la période de trois mois close le 31 mars 2014.
- (iv) Le résultat net résulte principalement d'un gain sur échange de billets convertibles au montant de 5 125 105 \$.

### ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

### TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

#### BBH GÉO-MANAGEMENT INC.

La Société a renouvelé une entente de services, sur une base mensuelle et effective le 1<sup>er</sup> août 2011 avec BBH, une société liée dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert, est également dirigeant et administrateur de la Société. Aux termes de cette entente, BBH fournit certains services à la Société.

Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 500 \$ qui sera révisé au 31 juillet de chaque année;
- comptabilité;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'entente de services avec BBH en l'absence de monsieur Guy Hébert. Les honoraires versés par la Société à BBH pour le personnel de BBH sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non liée dans l'industrie.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

La Société a effectué les transactions suivantes auprès de BBH :

	Périodes de trois mois closes les 31 mars	
	2014	2013
	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation capitalisées dans les frais d'exploration et d'évaluation reportés		
Honoraires	20 000	355 000
À l'état des résultats		
Honoraires professionnels	54 000	48 000
Honoraires pour frais d'exploration et d'évaluation	97 000	-
Dépenses de bureau	17 000	17 000

Au 31 mars 2014, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 76 000 \$ (354 000 \$ au 31 mars 2013) à payer aux parties liées. Les honoraires chargés par BBH pour les services rendus à la Société par les employés de BBH incluent une prime de 1,85 pour couvrir les avantages sociaux et autres risques assumés par BBH à titre d'employeur. Les factures de BBH sont payables sur réception et portent intérêt à un taux de 5 % l'an.

Toutefois en respectant la clause de non-sollicitation prévue à l'entente de services avec BBH, la Société a pris en considération que lors de l'émission de la licence ou d'autres événements, elle devrait engager des frais et des honoraires pour la sollicitation et l'engagement de personnel, pour la gestion de ses affaires et la réalisation de ses programmes d'exploration et de développement minier. Ainsi, la Société a convenu d'une entente de transfert de personnel avec BBH, le 8 novembre 2011, effective aussi le 1<sup>er</sup> août 2011 (« entente de transfert »).

Cette entente de transfert prévoit, entre autres, que BBH serait en droit de réclamer des honoraires pour le transfert des employés permanents de BBH à la Société. Dans l'entente de transfert, la Société s'oblige et s'engage à payer BBH pour le transfert de chaque employé permanent, dans les 30 jours suivant leur entrée en fonction auprès de la Société, un honoraire calculé selon un pourcentage de leur rémunération de base payable par la Société.

L'entente de transfert prévoit le transfert éventuel de certains employés permanents de BBH qui pourraient éventuellement devenir des employés de la Société, mais qui sont encore, en date du 8 mai 2014, des employés de BBH (« Employés Permanents »).

### GROUPE SENTIENT

À la suite des transactions décrites aux notes 10 et 13, dans les états financiers du 31 décembre 2013, le Groupe Sentient exerce une influence notable sur la Société et est donc une partie liée. Les ententes et les transactions avec le Groupe Sentient sont divulguées dans les états financiers du 31 décembre 2013 et ne sont donc pas reproduites dans cette section.

### INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Au 8 mai 2014
	Nombre
Actions ordinaires	185 817 434
Options d'achat d'actions	3 549 500
Bons de souscription	1 500 000
	190 866 934



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

31 mars 2014

---

### RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion de la Société inclus dans le rapport annuel pour l'exercice terminé au 31 décembre 2013.

### NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR

Les nouvelles normes comptables, en vigueur au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, sont divulguées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités de la Société.

### ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun. Le Président et Chef de la direction et le Chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2014, qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

### INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 8 mai 2014 et est conforme au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, c. V-1.1, r. 24 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites internet de la Société ([www.strateco.ca](http://www.strateco.ca)) et de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

(Signé) Guy Hébert

---

Guy Hébert  
Président et Chef de la direction

(Signé) Yvon Robert

---

Yvon Robert  
Chef des finances